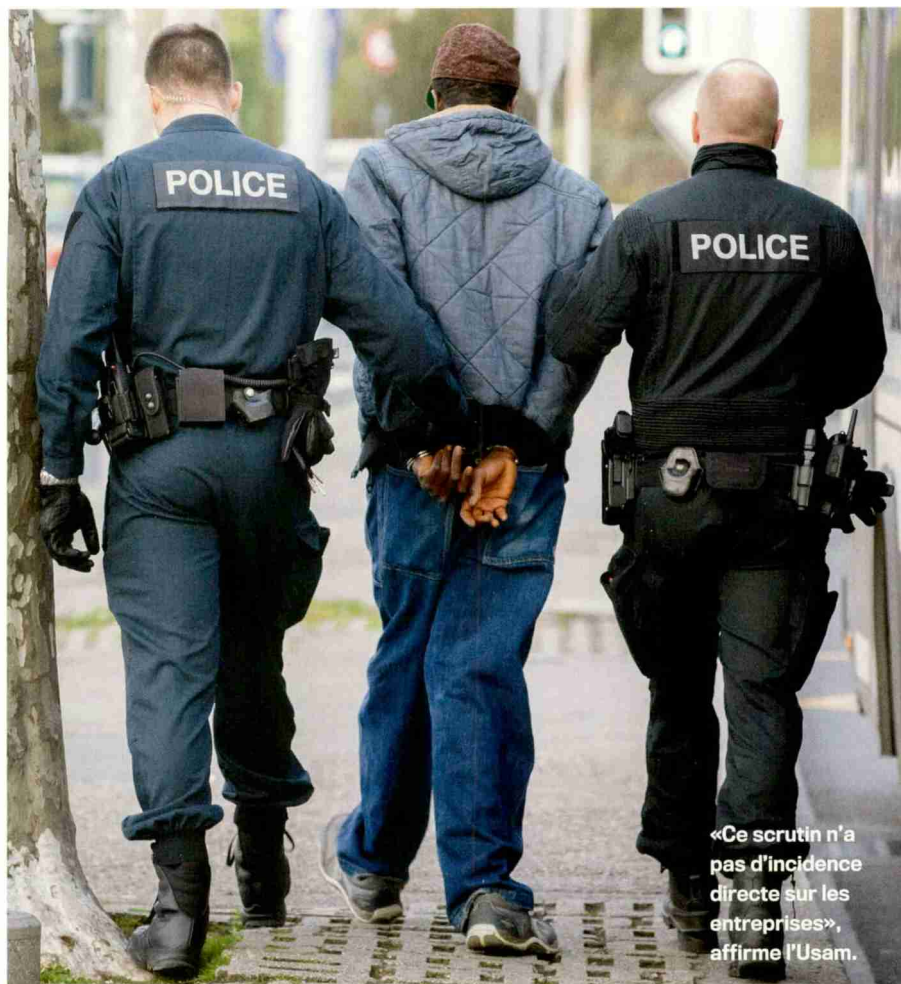




Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 10'550
Erscheinungsweise: 23x jährlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 18
Fläche: 45'311 mm²



Le patronat ne veut pas contrer l'UDC

PAR JEAN-PHILIPPE BUCHS

EconomieSuisse et l'Union des arts et métiers ne soutiennent pas financièrement le combat des opposants à l'initiative «Pour le renvoi des étrangers criminels». Ils expliquent pourquoi.



Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 10'550
Erscheinungsweise: 23x jährlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 18
Fläche: 45'311 mm²

CRISTINA GAGGINI est catégorique: «L'argent ne joue pas un rôle décisif dans cette campagne de votation en raison de son contexte très tendu et très émotionnel.» La directrice romande d'EconomieSuisse se dit aussi contrainte de faire des choix face à l'avalanche de référendums et d'initiatives qui seront soumis au peuple en 2016 et en 2017. C'est ainsi que la Fédération des entreprises suisses justifie son refus de soutenir financièrement la campagne contre l'initiative de l'UDC «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels». L'autre grande organisation patronale, l'Union suisse des arts et métiers, ne s'engagera pas non plus dans la bataille.

«Notre assemblée des délégués composée de 100 membres issus de PME a décidé à l'unanimité que ce scrutin n'a pas d'incidence directe sur les entreprises», affirme Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Usam.
«JE SUIS DÉÇUE, AVOUE LA LIBÉRALE-RADICALE ISABELLE MORET. ÉCONOMIESUISSE SE FOURVOIE DANS SES PRIORITÉS»

Or, ce n'est pas l'avis de certains secteurs. La décision d'EconomieSuisse a poussé un de ses membres – Swissmem (l'organisation faitière de l'industrie des machines) – et l'industrie pharmaceutique (par le biais d'Interpharma) de mettre la main au porte-monnaie pour combattre cette initiative car son adoption par le peuple le 28 février peut nuire à l'économie. Selon Swissmem, cette dernière «met à mal le principe de l'Etat de droit» et «s'oppose à l'accord sur la libre-circulation des personnes avec l'Union européenne» au moment même où la Suisse cherche activement une solution

avec Bruxelles en raison de l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse» le 9 février 2014.

Une occasion manquée

Sous la Coupole fédérale, la position des organisations patronales déplaît. Des responsables de partis en veulent surtout à EconomieSuisse. «Je suis déçue», avoue Isabelle Moret, vice-présidente des libéraux-radicaux. «Cette dernière se fourvoie dans ses priorités. L'UDC lance moins d'initiatives que le Parti socialiste, mais elle gagne celles qui font le plus de mal à l'économie, observe-t-elle. Face à l'Usam, présidée par un dirigeant de l'UDC (Jean-François Rime, *ndlr*), l'occasion était belle pour cette organisation faitière de montrer qu'elle défend également le camp des PME.» – «Une votation n'est jamais gagnée d'avance, rétorque Cristina Gaggini. Nos membres ont estimé que les initiatives sur l'AVSplus et sur l'économie verte auraient davantage de répercussions négatives sur leurs activités que celle sur le renvoi des étrangers criminels.»

Vice-président du Parti démocrate-chrétien, Dominique de Buman estime, lui aussi, que les organisations patronales auraient dû s'engager contre l'initiative de l'UDC. Il considère que cette votation soulève deux questions: le financement des campagnes et l'attitude d'Economie-Suisse face à l'UDC. Le Fribourgeois suggère «la création d'un fonds fédéral afin d'éviter un déséquilibre important dans les moyens engagés pour convaincre le peuple» et demande à la Fédération des entreprises suisses de se «positionner clairement par rapport à l'UDC dont les combats pénalisent l'économie helvétique». Selon Cristina Gaggini, «nos divergences portent surtout sur les relations entre la Suisse et l'UE. Pour les autres dossiers, il y a une convergence des opinions». ■